

Repérage étendu amiante et travaux ultérieurs

Sur la MA Basse-Terre

1- Préambule

Concernant le repérage étendu de l'amiante sur la MA de Basse-Terre, la DAP a demandé à l'APIJ le rapport complet de la première étude et de l'étude complémentaire. Les rapports de repérage avant démolition et produits contenant de l'amiante ont été transmis le 05 septembre 2012. Ils sont conformes à l'article 1334 § 14 à 29 du code de la santé publique, à la norme AFNOR NFX 46-020, à l'arrêté du 2 janvier 2002 et du 22 août 2002 et décret 2011-629 du 3 juin 2011 applicable au 1er février 2012.

La mission de repérage - effectuée par Monsieur Francesco VILLANOVA du bureau VERITAS - a fait l'objet de 5 rapports en dates du :

- 04 et 29 mai 2012 : Hangar n°1, hangar n°2, logements 2 et 4 rue Dugommier
- 31 juillet 2012 : Maison d'Arrêt de Basse-Terre

2- Synthèse des rapports élaborés par VERITAS pour la MA Basse Terre

- 1- Les rapports ne font apparaître aucun matériau contenant de l'amiante de la liste A : flocages , calorifugeages et faux plafond.
- 2- Les rapports mentionnent des matériaux contenant de l'**amiante non friable** dans les bâtiments de la MA de Basse-Terre. Les matériaux repérés sont classés en listes B et C, conformément au Décret du 3 juin 2011, applicable au 1er février 2012.

La liste complète des locaux repérés est donnée en page 18 du rapport n°84-2012. Les matériaux concernés et leur localisation sont les suivants :

Matériaux de la liste B: sur décision de l'opérateur

- Tuyaux en amiante ciment situés en cellule détention à côté du bâtiment administratif 1&2
- Tuyaux en amiante ciment situé sur le mur extérieur du bâtiment administratif 1&2 côté cour
- Tuyaux en amiante ciment situé sur la façade extérieur côté parking du bâtiment administratif 1&2
- Tuyaux en amiante ciment des réseaux enterrés EU et EP.

Matériaux de la liste C: après analyse et plans joints (rapport n°84-2012 pages 19 à 24)

- Colle carrelage des plinthes et peinture revêtement mural intérieur et du plafond du bureau surveillant situé dans le bâtiment surveillant/buanderie/coiffeur
- Peinture blanche des revêtements muraux intérieurs et plafond des locaux intérieurs (Rdc et 1^{er} ét.) du bâtiment administratif 1&2
- Colle carrelage de la faïence murale des sanitaires rez-de-chaussée et du local serveur informatique du bâtiment administratif 1&2,
- Colle carrelage du revêtement mural sanitaires du premier étage du bâtiment administratif 1&2

Le contrôleur VERITAS précise : « **Tel que ces produits se présentent in situ, ils ne sont pas susceptibles d'émettre des fibres d'amiante par mouvements d'air, chocs ou vibration.**

Cependant dans le cas des travaux de démolition de la maison d'arrêt, ces matériaux devront être déposés au préalable ».

Les recommandations faites par le contrôleur concernant les travaux ultérieurs de désamiantage sont les suivantes :

« Conformément à la norme NFX 46-020, lors des travaux de désamiantage obligatoires avant tous travaux ultérieurs, le « Maître d'oeuvre amiante » devra, en fonction du résultat du repérage étendu, être présent lors de toutes les opérations de dépose préliminaires effectuées, la plupart du temps, sous confinement total, afin d'appréhender aux mieux la découverte éventuelle de nouveaux matériaux suspects susceptibles de contenir de l'amiante dans ces zones, qui seront de nature à modifier le déroulement du chantier. Les prélèvements complémentaires d'air ou de matériaux devront être effectués dans les délais les plus courts afin de ne pas pénaliser le planning général des travaux. Ils seront confiés au laboratoire choisi par l'entreprise (agrée COFRAC).

3- Analyse de la DAP

Pour les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997, le décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, stipule les obligations des propriétaires en matière de repérage des matériaux de la liste A et B contenant de l'amiante:

- Art. R. 1334-29-3.- III « Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air » .
- Art. R. 1334-22. - II « Lorsque la recherche révèle la présence de matériaux de la liste C réputé contenir de l'amiante et si un doute persiste sur la présence d'amiante, un ou plusieurs prélèvements sont effectués par la personne réalisant la recherche. Ces prélèvements font l'objet d'analyse.

Aucune prescription particulière de travaux de retrait ou de confinement n'est exigée au niveau réglementaire pour les matériaux de la liste C.

4- Concernant les travaux de retrait ou de confinement de matériaux de la liste B

Pour les travaux dans les locaux à l'intérieur de bâtiment occupés, le propriétaire fait procéder :

- à l'examen visuel et à la mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air.

Dans le cas de la MA Basse-Terre, **si des travaux d'enlèvement des tuyaux en amiante ciment de la liste B par exemple**, devaient être faits les mesures suivantes sont à prescrire:

Point 1 - un constat et mesures de l'air après travaux doit être fait pour les tuyaux situés à l'intérieur, notamment ceux situés en cellules détention

Aucun constat ni mesures de l'air après travaux n'est exigé pour les tuyaux situés à l'extérieur.

Point 2- l'obligation est faite pour le propriétaire d'informer le Préfet dans le cas où les matériaux dégradés sont susceptibles d'exposer les occupants à des fibres d'amiante lors de l'enlèvement, ce qui pourrait être le cas pour le point 1, si les tuyaux en amiante étaient sciés et non pas juste déposés.

5- Recommandations du contrôleur VERITAS pour les travaux ultérieurs de désamiantage sur la MA Basse-Terre

5.1 - Rappel important

« Conformément à la norme NFX 46-020, lors des travaux de désamiantage obligatoires avant tous travaux ultérieurs, le « Maître d'oeuvre amiante » devra, en fonction du résultat du repérage étendu, être présent lors de toutes les opérations de dépose préliminaires effectuées, la plupart du temps, sous confinement total, afin d'appréhender aux mieux la découverte éventuelle de nouveaux matériaux suspects susceptibles de contenir de l'amiante dans ces zones, qui seront de nature à modifier le déroulement du chantier.

Les prélèvements complémentaires d'air ou de matériaux devront être effectués dans les délais les plus courts afin de ne pas pénaliser le planning général des travaux. Ils seront confiés au laboratoire choisi par l'entreprise (agrée COFRAC).

Le délai d'analyses complémentaires du ou des matériaux suspects devra être défini dans le CCTP. La nature du ou des matériaux analysés et identifiés « amiante » feront l'objet d'une méthodologie complémentaire de traitement conforme aux décrets et décrite dans le CCTP amiante. »

5.2 - incidence sur l'opération immobilière

« Cette phase est la plus délicate car elle conditionne la suite du chantier, à savoir :

- L'incidence financière complémentaire que devra entériner le Maître d'Ouvrage,
- La modification éventuelle du planning travaux,
- Le choix technique du traitement des matériaux amiantifères découverts en cours de travaux (encapsulage, encoffrement, dépose et retrait),
- Les nouvelles contraintes de dépollution du site. »